

L'Artsarkh accuse Israël de complicité de préparation de génocide

RÉSEAU VOLTAIRE / 11 OCTOBRE 2020



Le président de l'État auto-proclamé de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan (photo), a le 11 octobre 2020 accusé Israël d'avoir activement participé à la « guerre de 4 jours » en 2016 et de s'être impliqué en pleine connaissance de cause dans celle de 2020.

Selon lui, l'intention génocidaire de la Turquie et de l'Azerbaïdjan ne fait aucun doute au regard de celui que les populations de ces deux États ont commis en 1894-95 et en 1915-20 vis-à-vis des non-musulmans et particulièrement des orthodoxes arméniens.

Israël a fourni des armes à l'Azerbaïdjan trois jours avant le déclenchement des hostilités et encore trois jours après le début de la guerre [1]. Actuellement, des officiers israéliens conseillent l'armée azerbaïdjanaise quant à l'utilisation de ces armes.

Pour le président Harutyunyan, Israël qui prétend être le refuge des survivants de la « solution finale » ne peut ignorer le génocide qui se prépare. S'il était honnête, lui qui prétend vouloir prévenir tout nouveau génocide, il se retirerait immédiatement du conflit.

[1] « L'Azerbaïdjan armé par Israël contre l'Artsakh », *Réseau Voltaire*, 1er octobre 2020.

Le jihadisme contaminera-t-il l'Arménie, l'Iran et la Russie ?

RÉSEAU VOLTAIRE / 11 OCTOBRE 2020

ENGLISH



L'Assemblée nationale de l'Arstakh a adopté une motion, le 11 octobre 2020, à propos de l'arrivée de jihadistes en provenance de Syrie, d'Iraq et de Libye au Nagorno-Karabagh.

Elle propose à l'Arménie, à l'Iran et à la Russie de créer un organe anti-terroriste commun.

L'expérience a montré qu'une fois le jihadisme étendu à une zone géographique, il ne suffit plus de tuer ceux qui la professent pour rétablir la paix. Le jihadisme n'est pas seulement une forme militaire de combat, c'est en soi une idéologie dont ses combattants sont convaincus. Elle contamine toute population dans laquelle elle est exportée. Le Royaume-Uni et les Européens de l'Ouest en général, qui ont créé cette mouvance au Moyen-Orient, en ont fait la dure expérience lorsqu'ils ont cru pouvoir héberger « leurs » jihadistes

Depuis le début de la guerre contre l'Artaskh, au moins un millier de jihadistes ont été transportés par la Turquie sur le théâtre des opérations. Plusieurs dizaines sont déjà morts ainsi que l'attestent les sites internet dédiés. Leur mort ne sauvera pas la paix. Désormais cette maladie risque de contaminer l'Arménie, l'Iran et la Russie.

L'Otan soutient en sous-main la Turquie et l'Azerbaïdjan

RÉSEAU VOLTAIRE / 11 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO



L'Azerbaïdjan s'appuie sur les membres des services secrets de l'Otan dans l'ancien Pacte de Varsovie pour mobiliser la presse internationale contre les Arméniens.

Le Nizami Ganjavi International Center, du nom d'un célèbre poète perse du XII^{ème} siècle, a été fondé à Bakou le 30 septembre 2012. Son conseil d'administration comprend de nombreuses personnalités politiques du Caucase, des Balkans, d'Europe orientale et des pays baltes. Le Centre est cofinancé par l'Azerbaïdjan et la compagnie Exxon-Mobil.

Dans la revue du Centre Ganjavi datée d'avril 2020, Robert Cekuta, ancien ambassadeur des États-Unis à Bakou (2015-18) annonçait que le moment était venu pour Washington de s'engager au Karabagh [1].

Depuis le début de la guerre contre l'Artsakh, le Nizami Ganjavi International Center, sous la coprésidence de l'Égyptien Ismail Serageldin et de la Lettone Vaira Vīķe-Freiberga, multiplie les interviews et les tribunes libres de ses membres dans la presse internationale en faveur de l'Azerbaïdjan.

Ce puissant lobby atteste que l'Otan soutient en sous-main le

« Peuple à deux États » (Turquie et Azerbaïdjan).

[1] “Time for more active U.S. engagement on Nagorno-Karabagh”, Robert Cekuta, *Global Policy Analysis*, April 2020.

La guerre du Karabagh aurait commencé en Arménie

RÉSEAU VOLTAIRE / 10 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO



Des F-16 turcs en Azerbaïdjan, le 2 octobre 2020 (photo satellite publiée par le New York Times)

Le président Ilham Aliyev a admis sur CNN, le 8 octobre 2020, que des F-16 turcs stationnaient sur l'aéroport de Ganja, selon lui depuis les exercices militaires commun azéro-turcs. Il a démenti que ces avions participaient aux combats et qu'ils aient descendu in Soukhoï-25 arménien, le 29 septembre.

Les Occidentaux ont commencé à exhorter la Turquie de « ne pas participer au conflit en Azerbaïdjan », « une situation déjà assez compliquée ».

Le ministre canadien des Affaires étrangères, François-Philippe Champagne, a téléphoné le 9 octobre 2020 à son homologue turc, Mevlüt Çavuşoğlu, pour lui demander fermement de « se tenir à l'écart » de cette guerre ; une position désormais intenable pour le président Recep Tayyip Erdoğan qui a fait de la reconquête du Karabagh par « l'État-frère azerbaïdjanais » une question d'honneur.

À l'issue de six heures de négociations à Moscou, entre le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bairamovet, et son

homologue arménien, Zograb Mnatsakanyan, un « accord substantiel » a été signé [1]. Il prévoit un cessez-le-feu pour le 10 octobre à 12h00 suivi d'un échange de prisonniers et de la restitution des corps des victimes sous les auspices de la Croix-Rouge internationale. Des négociations de paix devraient se tenir en présence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Le gouvernement non-reconnu de l'Artsakh a effectivement donné ordre à son armée, sur recommandation de l'État arménien, de respecter ce cessez-le-feu. Cependant à 12h05, l'Azerbaïdjan a de nouveau attaqué le Karabagh.

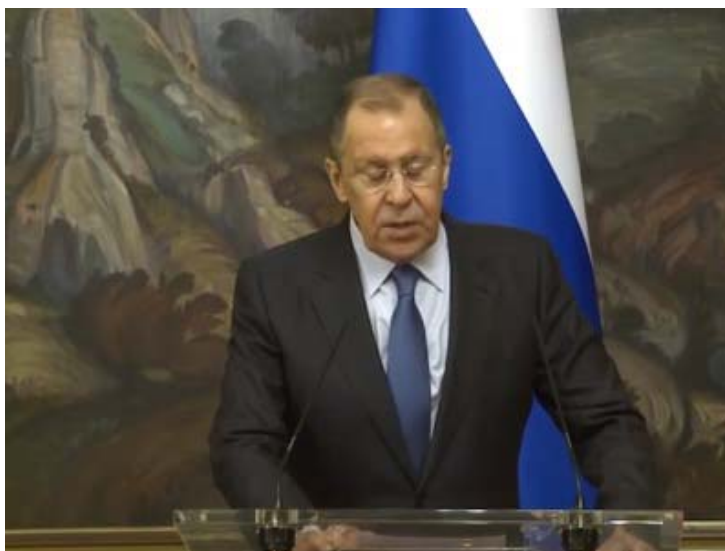
Selon l'État arménien, cette attaque s'étendrait jusqu'au territoire arménien. La ville de Kapan aurait été bombardée, ce que dément l'Azerbaïdjan.

[1] « [Déclaration de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan](#) », *Réseau Voltaire*, 10 octobre 2020.

Déclaration de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

RÉSEAU VOLTAIRE / MOSCOU (RUSSIE) / 10 OCTOBRE 2020

عربي DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO РУССКИЙ



En réponse à l'appel du Président de la Fédération de Russie V.V. Poutine et conformément aux accords du président de la Fédération de Russie V.V. Poutine, du président de la République d'Azerbaïdjan I.G. Aliyev et du Premier ministre de la République d'Arménie N.V. Pashinyan, les parties sont convenues des mesures suivantes :

1. Un cessez-le-feu est déclaré à partir de 12h00 le 10 octobre 2020 à des fins humanitaires pour l'échange de prisonniers de guerre et autres détenus et des dépouilles des morts, par la médiation et conformément aux critères du Comité international de la Croix-Rouge.

2. Les paramètres spécifiques du régime de cessez-le-feu seront également convenus.

3. La République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie, avec la médiation des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, sur la base des principes fondamentaux du règlement, entament des négociations de fond en vue de parvenir à un règlement pacifique le plus rapidement possible.

4. Les parties confirment l'invariabilité du format du processus de négociation.

Artsakh : médiation à Moscou

RÉSEAU VOLTAIRE / 9 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO TÜRKÇE



Le 9 octobre 2020, le président russe, Vladimir Poutine, a invité les ministres des Affaires étrangères d’Azerbaïdjan et d’Arménie à venir à Moscou négocier la paix en Artsakh (Karabagh).

Les deux ministres ont répondu positivement.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, prépare cette réunion qu’il présidera.

La Russie prête à défendre l'Arménie

RÉSEAU VOLTAIRE / 7 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NORSK TÜRKÇE



Lors d'un entretien télévisé avec le général Valery Gerasimov, chef d'état-major des armées, le 7 octobre 2020, le président russe, Vladimir Poutine, a confirmé que son pays tiendrait ses engagements en cas d'attaque de l'Arménie.

L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est l'équivalent de l'Otan. Elle rassemble l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan. À la différence de l'Otan, sorte de Légion étrangère au service des États-Unis et du Royaume-Uni, l'OTSC place tous ses membres sur un pied d'égalité.

La Turquie, qui arme et protège l'Azerbaïdjan, est quant à elle membre de l'Otan.

L'Artsakh (Karabagh) sera-t-il le tombeau d'Erdoğan ?

par Thierry Meyssan

Le conflit du Haut-Karabagh trouve certes son origine dans la dissolution de l'URSS, mais il a été relancé par la volonté du président turc. Il est peu probable que celui-ci ait pris cette initiative sans en référer préalablement à Washington. C'est aussi ce qu'avait fait le président Saddam Hussein avant d'envahir le Koweït, tombant par ambition dans le piège qui lui était tendu et provoqua sa chute.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 6 OCTOBRE 2020

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS
PORTUGUÊS РУССКИЙ TÜRKÇE

Recep Tayyip Erdoğan @RTErdogan · 27 sept.

Bugün yaptığımız telefon görüşmesinde dirayetli ve kararlı duruşuna bir kez daha şahit olduğum Azerbaycan Cumhurbaşkanı kardeşim İlham Aliyev'e ifade ettiğim gibi, Türkiye "tek millet, iki devlet" anlayışıyla, Azerbaycanlı kardeşleriyle dayanışmasını güçlendirerek sürdürecektir.

792 15,2 k 67,3 k

[Afficher cette discussion](#)

Recep Tayyip Erdoğan @RTErdogan · 27 sept.

Ermeni halkını, kendilerini felakete sürükleyen yönetimlerine ve onları bir kukla gibi kullananlara karşı geleceklerine sahip çıkmaya davet ederken, tüm dünyaya işgale ve zulme karşı verdikleri mücadelede Azerbaycan'ın yanında yer alma çağırısı yapıyoruz.

508 15,1 k 68,5 k

[Afficher cette discussion](#)

Recep Tayyip Erdoğan @RTErdogan · 27 sept.

Ermenistan'ın tahrikkar saldırganlığı karşısında gerekli ve yeterli bir tepki ortaya koyamayan uluslararası toplum çifte standardını bir kez daha göstermektedir. Yaklaşık 30 yıldır ihmalkar tutumunu sürdüren Minsk üçlüsü de çözüm odaklı davranmaktan maalesef çok uzaktadır.

302 9,4 k 35,8 k

[Afficher cette discussion](#)

Recep Tayyip Erdoğan @RTErdogan · 27 sept.

Azerbaycan'a yönelik saldırılarına bir yenisini ekleyen Ermenistan, bölgede barışın ve huzurun önündeki en büyük tehdit olduğunu bir kere daha göstermiştir. Türk Milleti her zaman olduğu gibi bugün de tüm imkanlarıyla Azerbaycanlı kardeşlerinin yanındadır.

Sur son compte Twitter le président Erdoğan a écrit le jour du début des hostilités : « - Au cours des appels téléphoniques que nous avons eu aujourd'hui, une position judicieuse et résolue, l'approche "une nation, deux États", témoigne une fois de plus, comme je l'ai mentionné à İlham Aliyev, le président de l'Azerbaïdjan, que la Turquie continuera à renforcer sa coopération avec ses frères azerbaïdjanais. - Alors que nous invitons le peuple arménien à défendre son avenir contre sa domination et ceux qui l'utilisent comme une marionnette, nous appelons le monde entier à soutenir l'Azerbaïdjan dans sa lutte contre l'occupation et l'oppression. - La communauté internationale, qui n'a pas pu apporter une réponse nécessaire et suffisante à l'agression provocatrice de l'Arménie, montre une fois de plus son double jeu. Le trio de Minsk, qui a maintenu son attitude négligente pendant une trentaine d'années, est malheureusement très loin d'être orienté vers la solution. - En ajoutant une nouvelle attaque aux précédentes contre l'Azerbaïdjan, l'Arménie a une fois de plus montré qu'elle était la plus grande menace à la paix et à la tranquillité dans la région. La Nation turque soutient ses frères azerbaïdjanais avec tous ses moyens, comme toujours. »

Un conflit très ancien, gelé depuis 30 ans

Le peuple turc se définit comme issu des « enfants du loup des steppes », c'est-à-dire comme descendant des hordes de Gengis Khan. Il compose à la fois « un peuple et deux États » : la Turquie et l'Azerbaïdjan. La renaissance politique de la première engendre donc automatiquement l'arrivée de la seconde sur la scène internationale.

Bien sûr cette renaissance politique ne signifie pas une résurgence de la violence des hordes barbares, mais ce passé n'en a pas moins forgé les mentalités, malgré les efforts de nombreux politiciens qui, depuis un siècle, tentent de normaliser le peuple turc.

Dans les dernières années de l'époque ottomane, le sultan Abdülhamid II voulut unir le pays autour de sa conception de la foi musulmane. Il ordonna donc l'élimination physique de centaines de milliers de non-musulmans. Celle-ci fut encadrée par des officiers allemands qui acquirent lors de ce génocide une expérience qu'ils mirent ultérieurement au service de l'idéologie raciale nazie. La politique ottomane d'épuration fut poursuivie à plus grande échelle par les Jeunes Turcs au début de la République, particulièrement contre les orthodoxes arméniens [1].

Le meurtre étant une addiction, il ressurgit sporadiquement dans le comportement des armées turques. Ainsi, en mars 2014, celles-ci escortèrent des centaines de jihadistes du Front al-Nosra (Al-Qaïda) et de l'Armée de l'islam (pro-Saoudiens) jusqu'à la ville de Kessab (Syrie) pour y massacrer la population arménienne. Les jihadistes ayant participé à cette opération ont été aujourd'hui envoyés tuer d'autres Arméniens au Karabagh.

Ces massacres cessèrent en Azerbaïdjan durant la brève République démocratique (1918-20) et la période soviétique (1920-90), mais ils reprurent, en 1988, à la faveur de l'effondrement du pouvoir moscovite.

Précisément durant la période soviétique, conformément à la politique des nationalités de Joseph Staline, une région arménienne fut jointe à l'Azerbaïdjan pour former une République socialiste. Aussi lorsque l'URSS fut dissoute, la communauté internationale reconnut le Karabagh, non pas comme arménien, mais comme azéri. La même erreur a été commise dans la précipitation en Moldavie avec la Transnistrie, en Ukraine avec la Crimée, en Géorgie avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Il s'ensuivit immédiatement une série de guerres

dont celle du Haut-Karabagh. Il s'agit là de cas où le Droit international s'est développé à partir d'une erreur d'appréciation au début des conflits, comme en Palestine, qui n'a pas été rectifiée à temps, aboutissant à des situations inextricables.

Les Occidentaux s'interposèrent pour prévenir un embrasement général. Cependant l'exemple de la Transnistrie atteste que ce fut reculer pour mieux sauter : ainsi les États-Unis recoururent-ils à l'armée roumaine pour tenter d'anéantir la Pridnestrovie naissante [2].

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE, à l'époque CSCE) créa le « Groupe de Minsk », coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie, pour trouver une solution, ce qu'il ne fit jamais : la Russie ne voulait pas choisir entre ses anciens associés, la France voulait jouer à l'importante et les États-Unis voulaient maintenir une zone de conflit à la frontière russe. Les autres conflits, créés lors de la dissolution de l'URSS, ont d'ailleurs été délibérément attisés par Washington et Londres avec l'agression de l'Ossétie-du-Sud par la Géorgie en 2008 ou le coup d'État de l'EuroMaïdan visant entre autres à expulser les Russes de Crimée, en 2014.

L'attaque de la République d'Artsakh (Karabagh) par l'Azerbaïdjan et la Turquie avait été justifiée par le discours du président azéri, Ilham Aliyev, lors de l'assemblée générale de l'Onu, le 24 septembre [3]. Son idée principale était que le Groupe de Minsk avait qualifié le *statu quo* d'inacceptable, mais que « Les déclarations ne sont pas assez. Nous avons besoin d'actions ». Il ne pouvait être plus clair.

Conformément à l'idéologie de sa famille, il chargeait au maximum ses adversaires, attribuant par exemple le massacre de Khojaly (1992, plus de 600 victimes) aux « terroristes arméniens » alors qu'il s'agissait d'une opération noire durant une tentative de coup d'État dans son pays ; en tous cas cela lui permit de présenter de manière biaisée les actions de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) dans les années 70-80. Il soulignait que 4 résolutions du Conseil de sécurité ordonnent le retrait des troupes arméniennes, jouant sur l'homonymie entre la population arménienne du Karabagh et l'État voisin de l'Arménie ; une manière comme une autre de passer sous silence que le Conseil enjoignait aussi l'Azerbaïdjan d'organiser un référendum d'auto-détermination au Karabagh. Il accusait, non sans raisons, le nouveau Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, d'être un des hommes du spéculateur Gorge Soros, comme si cela effaçait ce

qui avait précédé.

Le conflit ne pourra cesser qu'après un référendum d'auto-détermination dont l'issue fait peu de surprise. Pour le moment, il profite à ceux qui, comme Israël, vendent des armes à l'agresseur.



Les armées turques, azéries et pakistanaises affichent leur unité face aux Arméniens

Pour Erdoğan, la guerre de trop ?

Ceci étant posé, analysons le conflit actuel sous un autre angle, celui des équilibres internationaux en conservant à l'esprit que l'armée turque est déjà illégalement présente à Chypre, en Iraq et en Syrie ; qu'elle viole l'embargo militaire en Libye et désormais le cessez-le-feu en Azerbaïdjan.

Bakou s'organise pour repousser encore l'inévitable échéance. L'Azerbaïdjan a déjà obtenu le soutien du Qatar qui supervise aussi sur ce terrain d'opération le financement des jihadistes. Selon nos informations, ils seraient au moins 580 à avoir été acheminés depuis Idleb (Syrie) par la Turquie. Cette guerre coûte cher et KKR, la puissante société de l'États-uno-Israélien Henry Kravis, semble impliquée comme elle l'est toujours en Iraq, en Syrie et en Libye. Comme lors de la déstabilisation de l'Afghanistan communiste, les armes israéliennes pourraient être acheminées via le Pakistan. En tous cas, en Turquie des affiches fleurissent plaçant côte à côte les drapeaux des trois pays.

Plus étonnant encore, le président Aliyev a reçu le soutien de son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko. Il est probable que celui-ci agit en accord avec le Kremlin, ce qui pourrait annoncer un soutien plus visible de la Russie à l'Arménie orthodoxe (la Russie, la Biélorussie et l'Arménie sont toutes trois membres de l'Union

économique eurasiatique et de l'Organisation du traité de sécurité collective).

Étrangement, l'Iran chiite n'a pas pris position. Pourtant, bien qu'ethniquement turcs, les Azerbaïdjans sont le seul autre peuple chiite au monde car ils ont appartenu à l'empire Safavide. Le président Hassan Rohani l'avait inclus dans son projet de Fédération chiite présenté lors de sa seconde campagne électorale. Ce retrait donne l'impression que Téhéran ne souhaite pas entrer en conflit avec Moscou, officiellement neutre. D'autant que l'Arménie joue un rôle non-négligeable dans le contournement de l'embargo US face à l'Iran.

Côté arménien, la diaspora aux États-Unis procède à un intense lobbying au Congrès afin de rendre le président Erdoğan —dont le pays est pourtant membre de l'Otan— responsable du conflit devant un Tribunal international.

Dans le cas d'un accord tacite entre Moscou et Washington, cette guerre pourrait se retourner diplomatiquement contre président Erdoğan, désormais insupportable aux Deux Grands. Comme jadis le président iraquien Saddam Hussein qui passa brutalement du statut de valet du Pentagone à celui d'ennemi public n°1 lorsqu'il crut avoir l'autorisation d'envahir le Koweït, le président turc a peut-être été encouragé à la faute.

Thierry Meyssan

[1] « [La Turquie d'aujourd'hui poursuit le génocide arménien](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 26 avril 2015.

[2] « [En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

[3] “[Intervention by Ilham Aliyev the 75th meeting of the United Nations General Assembly](#)”, by Ilham Aliyev, *Voltaire Network*, 24 September 2020.

Déclaration du groupe de Minsk de l'OSCE appelant à un cessez-le-feu au Haut-Karabakh

RÉSEAU VOLTAIRE / 5 OCTOBRE 2020

ENGLISH РУССКИЙ



Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République française, M. Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, M. Michael R. Pompeo, représentant les pays co-présidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, condamnent avec la plus grande fermeté l'escalade de violence inédite et dangereuse survenue dans et en dehors de la zone de conflit du Haut-Karabakh.

Les ministres soulignent sans aucune réserve que les attaques récentes qui auraient visé des installations civiles, tant le long de la ligne de contact que sur les territoires azerbaïdjanais et arménien hors de la zone de conflit du Haut-Karabakh, et que le caractère disproportionné de telles attaques constituent une menace inacceptable pour la stabilité de la région.

Rappelant la déclaration effectuée le 1er octobre dernier par les chefs d'Etat des trois coprésidents du Groupe de Minsk de

l'OSCE, les ministres appellent une fois de plus les parties au conflit à accepter un cessez-le-feu immédiat et sans conditions. Les pays co-présidents sont déterminés à remplir pleinement le mandat qui leur a été confié par l'OSCE et par la communauté internationale, avec la contribution des capitales des pays membres du Groupe de Minsk. À ce titre, ils continueront d'agir résolument pour faire avancer les efforts menés avec les parties, et ils exhortent ces dernières à s'engager dès à présent à reprendre le processus de règlement en s'appuyant sur les principes fondamentaux applicables et sur les textes internationaux pertinents bien connus des deux parties.

La République d'Artsakh célèbre son indépendance sous les bombes

RÉSEAU VOLTAIRE / 4 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ITALIANO PORTUGUÊS TÜRKÇE



La République d'Artsakh (Haut-Karabagh) a célébré en septembre le 28ème anniversaire de son indépendance... de l'Azerbaïdjan soviétique. Face l'agression dont elle est victime, elle a lancé, le 4 octobre 2020, un appel aux puissances du Group de Minsk à la reconnaître et à la sauver ainsi des attaques conjointes de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et des jihadistes [1].

En ramenant la communauté internationale à la réalité, c'est-à-dire à la dissolution hâtive de l'URSS, l'Artsakh prive ses agresseurs de toute légitimité.

Le 2 septembre 1991, une session jointe de l'Assemblée régionale du Nagorno Karabakh et de l'Assemblée régionale des députés du Shahumyan se tint à Stepanakert. Elle proclama la République d'Artsakh. Le 10 décembre de la même année, un référendum confirma à 99 % cette indépendance qui ne fut pas reconnue par la communauté internationale.

[1] « Appel de la République d'Artsakh », *Réseau Voltaire*, 4 octobre 2020.

Appel de la République d'Artsakh

RÉSEAU VOLTAIRE / 4 OCTOBRE 2020

ENGLISH ESPAÑOL POLSKI



« Depuis le 27 septembre 2020, les forces armées azerbaïdjanaises, avec le soutien de la Turquie et des organisations terroristes du Moyen-Orient, ont déclenché une guerre d'agression contre la République d'Artsakh. L'attaque armée à grande échelle de l'Azerbaïdjan contre la République d'Artsakh est accompagnée par de graves violations des normes du droit international humanitaire, ainsi que des lois et coutumes applicables dans les conflits armés. En particulier, les formations armées azerbaïdjanaises et turques bombardent délibérément des villes, des villages et des biens civils d'Artsakh dans le but de terroriser et de détruire. Du fait de leurs actes criminels, de nombreuses victimes sont à déplorer parmi la population civile.

Nous nous félicitons des efforts des dirigeants des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et de la communauté internationale dans son ensemble, visant à mettre un terme immédiat à l'agression armée de l'Azerbaïdjan et à favoriser la désescalade des tensions. Dans le même temps, nous notons que toutes les demandes et tous les appels de la communauté internationale sont cyniquement rejetés par la triple alliance de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et des organisations terroristes.

Nous appelons la communauté internationale à reconnaître

l'indépendance de la République d'Artsakh afin de garantir les droits des citoyens de l'Artsakh à la vie et au développement pacifique. Dans la situation actuelle, la reconnaissance internationale de l'Artsakh est le seul mécanisme efficace pour restaurer la paix et la sécurité dans la région. »

L'Azerbaïdjan corrompt la presse US

RÉSEAU VOLTAIRE / 12 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO



Le gouvernement azerbaïdjanais a demandé à son ambassade à Washington de présenter à la presse et aux officiels sa version de la guerre au Karabagh, c'est normal, c'est son travail.

Mais l'ambassade a également requis des firmes de relations publiques qui présentent des articles déjà rédigés en masquant que leurs auteurs sont rémunérés par l'Azerbaïdjan.

Selon la revue *American Conservative* [1], cette pratique est ancienne [2]. L'ambassade avait ainsi dépensé 1,3 millions de dollars l'an dernier. Les articles rémunérés vantaient sans rire l'Azerbaïdjan comme une « démocratie », désormais, comme un État « pacifique ».

Les firmes de relations publiques impliquées sont : Livingston Group, Stellar Jay Communications, BGR, the Podesta Group, et DLA Piper.

Les journaux et revues impliquées sont : *The Hill*, le *Washington Times*, le *Daily Caller*, la *National Review*, le *Washington Post*, et le *New York Times*.

Ces révélations jettent une lumière crue sur la prétendue neutralité de la presse US.

Documents joints



(PDF - 1.1 Mo)

[1] [“How Azerbaijan is Lobbying Washington to Sanitize its War”](#), Barbara Boland, *The American Conservative*, October 12, 2020.

[2] [“Azerbaijan’s American Media ‘Manipulation’”](#), Casey Michel, June 10, 2016.

Karabagh : l'Otan soutient la Turquie tout en cherchant à éliminer le président Erdoğan

par Thierry Meyssan

Dans la guerre du Karabagh, le droit contemporain est contradictoire selon qu'on l'interprète en fonction de la propriété du territoire ou de l'auto-détermination du peuple. Profitant de cette équivoque, le peuple turc (c'est-à-dire à la fois la Turquie et l'Azerbaïdjan) vient d'attaquer ce territoire, auto-proclamé indépendant (Artsakh) quoique lié *de facto* à l'Arménie. La Russie a déjà fait savoir qu'en fonction des traités, elle défendra l'Arménie si celle-ci est attaquée, mais que sa sécurité nationale n'est pas concernée par ce qui se passe au Karabagh. Dès lors, la seule question est d'établir si la Turquie a agi sur ordre des Occidentaux, ou si elle a pris une initiative que ses propres alliés sont susceptibles de retourner contre elle.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 13 OCTOBRE 2020

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS PORTUGUÊS
РУССКИЙ TÜRKÇE

Cet article fait suite à :
► « **L'Artsakh (Karabagh) sera-t-il le tombeau d'Erdoğan ?** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2020.



La cathédrale de l'Artaskh a été la cible de deux missiles. La destruction de lieux de culte constitue un crime de guerre, selon le Droit international humanitaire. Le génocide arménien (1894-95 et 1915-23) par les Ottomans et les Turcs visait à anéantir la population non-musulmane. L'Azerbaïdjan assure ne pas être impliquée dans l'attaque de cette église.

La guerre se poursuit au Nagorno-Karabagh depuis le 27 septembre 2020. La supériorité des forces azerbaïdjanaises est évidente, à la fois en nombre et par la qualité de leur armement. La première ligne de défense des forces artsakhaises a été pulvérisée, mais les deux autres tiennent toujours. Les destructions sont très importantes, y compris côté azerbaïdjanais. Il est difficile d'établir un bilan humain, mais les morts sont déjà très nombreux.

Le président Ilham Aliyev annonce son intention de poursuivre son offensive jusqu'à la victoire, c'est-à-dire la « récupération » de son territoire. Il est soutenu par son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan. Le Pakistan s'est aussi rangé dans son camp, tout en niant avoir envoyé des soldats sur place. Tous les pays turcophones du Conseil turcique ont apporté leur soutien sans faille au « Peuple à deux États » (l'Azerbaïdjan et la Turquie).

Côté arménien, le soutien également sans faille de la diaspora disséminée en Occident a créé un consensus condamnant l'attaque azérie (même si Bakou prétend ne pas avoir agressé le Karabagh). Au problème de l'Artsakh, s'ajoute celui de l'Arménie. Il est clair et revendiqué que des soldats de ce pays se battent en Artsakh, mais il ne semble pas que les combats se soient étendus au territoire de

l'Arménie.

D'un point de vue diplomatique, le Groupe de Minsk de l'OSCE, présidé par les États-Unis, la France et la Russie, multiplie les appels au cessez-le-feu, sans aucun effet. Il n'avait rien fait depuis sa création et continue publiquement à se bander les yeux. En réalité, il s'active dans l'ombre et vient d'organiser une médiation à Genève, sans l'Arménie.

Un mot sur la position française : bien que coprésident du Groupe de Minsk, Paris ne cesse de se confronter à Ankara sur toute sorte de sujets : de la délimitation des zones exclusives en Méditerranée à la situation en Libye, en passant par la laïcité. Cependant, le président Emmanuel Macron évite autant que possible d'aborder l'occupation turque de Chypre, de l'Iraq et de la Syrie, pourtant des problèmes bien plus importants. La France a demandé des explications à la Turquie sur le transfert de jihadistes de l'Armée syrienne libre qu'elle avait jadis aidé à créer, soutenue et encadrée contre la Syrie.

Les puissances moyennes évitent de prendre position, dans la mesure où presque toutes hésitent à se froisser avec un puissant État pétrolier pour les beaux yeux des Arméniens. Toutefois, compte tenu du passé génocidaire du peuple turc qu'il persiste à nier, il sera moralement impossible de ne pas se prononcer très longtemps. Avant que le Qatar (qui abrite une base militaire turque) se soit prononcé, le secrétaire général de la Ligue arabe a condamné la Turquie. Il a immédiatement été suivi par la Syrie. Le président Bachar el-Assad a saisi l'occasion pour récapituler les crimes d'Ankara vis-à-vis de son peuple.

En conclusion, alors que la probable défaite de l'Artsakh et le probable massacre de ses habitants approchent, les États-Unis et la Russie prétendent toujours à la neutralité, les Occidentaux et les Arabes soutiennent l'Arménie, tandis que seuls les États turcophones soutiennent ouvertement l'Azerbaïdjan et la Turquie.



Le secrétaire général de l’Otan, Jens Stoltenberg, et le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, le 5 octobre 2020 au palais blanc d’Ankara. Alliés ou adversaires ?

L’hypothèse du piège

L’hypothèse d’un piège suscité par Washington afin de pousser à la faute le président Recep Tayyip Erdoğan et de le faire tomber, comme jadis son homologue iraquien Saddam Hussein, tient toujours. En 1990-91, l’invasion du Koweït, encouragée par l’ambassadrice US April Gaspie fut suivie cinq mois plus tard d’une condamnation unanime du Conseil de sécurité et de l’opération « Tempête du désert ». Nous ne sommes qu’à deux semaines du début des opérations en Arstakh.

Il fut difficile de transformer l’image du président Saddam Hussein en quelques mois. Celui-ci était un agent de la CIA, recruté durant sa jeunesse, lors de ses études. Il avait aidé une tentative de coup d’État des Frères musulmans en Syrie, à la demande des Occidentaux. Il avait conduit une longue guerre contre l’Iran, toujours à la demande des Occidentaux. Il s’imaginait alors indispensable à ses sponsors. Washington publia donc des documents attestant qu’il avait assassiné ou fait assassiner plusieurs personnes de son entourage, mais il fallut encore transformer ce despote oriental en nouveau criminel de masse. Dans ce processus, le faux témoignage d’une fausse infirmière koweïtienne devant le Congrès des États-Unis fut crucial : sur ordre du tyran, l’armée iraquienne volait des couveuses, provoquant la mort de bébés prématurés.

Dans le cas de l'Azerbaïdjan, les choses seront plus faciles. Il suffira d'exhumer les preuves du génocide arménien que les Turcs persistent à nier pour justifier d'un risque sérieux de nouveau massacre. D'autant que la cathédrale de l'Artsakh a été déjà ciblée par deux missiles de précision. D'ores et déjà, l'Azerbaïdjan dément avoir tiré ces missiles, ce qui est possible mais suppose qu'une puissance tierce tire les ficelles du conflit. Si l'implication de Bakou était avérée dans cette violation du droit international humanitaire, l'intention génocidaire serait impossible à ignorer sachant que le génocide arménien (1894-95 et 1915-20) visait cette population en fonction de sa religion.



Six heures de négociations à Moscou pour seulement cinq minutes de cessez-le-feu.

Le piège se referme

Soucieux d'éviter que les choses ne dégénèrent, le président russe Vladimir Poutine a organisé, à Moscou le 9 octobre, des négociations entre les ministres des Affaires étrangères azerbaïdjanais et arménien, alors qu'il avait envoyé son Premier ministre à Erevan. Après six heures de consultation, elles ont abouti à la signature d'un cessez-le-feu pour le 10 à midi. L'accord prévoyait, outre la restitution des prisonniers et des corps des victimes, la reprise des négociations de paix sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE.

L'arrêt des combats a été précédé d'un intense pilonnage de la petite ville d'Hadrou, dont Bakou avait un peu vite proclamé la « reprise », et d'une vaste attaque de drones visant à aggraver *in extremis* le rapport de force.

La trêve n'a tenu que 5 minutes : à 12h05, l'Arbaïdjan reprenait les combats à Hadrou.

Selon la partie arménienne, l'Azerbaïdjan aurait alors bombardé la République d'Arménie dans la ville frontière de Kaplan. Si cette information était vérifiée, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) devrait porter assistance militaire à l'Arménie. Il faudrait alors que la Russie démontre l'implication turque —dont personne ne doute— pour placer l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) devant un dilemme : soit soutenir la Turquie et déclarer la IIIème Guerre mondiale, soit lui enjoindre de quitter l'Alliance.

Comme à peu près tous les membres de l'Alliance ne peuvent plus supporter le président Recep Tayyip Erdoğan, il devrait alors devenir l'ennemi mondial n°1.

Cependant, les choses sont peut-être plus compliquées encore : la communication internationale de la partie azerbaïdjanaise est assurée par un lobby, le Nizami Ganjavi International Center, clairement contrôlé par l'Otan. En outre, Washington a déjà plusieurs fois tenté de renverser, voire d'assassiner, le président Recep Tayyip Erdoğan, tout en répétant que l'armée turque est une précieuse composante de l'Alliance.

Thierry Meyssan

La Haute Cour israélienne refuse d'examiner la vente d'armes à l'Azerbaïdjan

RÉSEAU VOLTAIRE / 13 OCTOBRE 2020



A lors que les échos radars relevés par Flight24 attestent que deux transporteurs militaires azerbaïdjanais sont venus chercher de la marchandise en Israël juste avant et juste après l'attaque de l'Artsakh, la Haute Cour israélienne a considéré que cela ne prouvait pas que des armes israéliennes étaient utilisées aujourd'hui contre les Arméniens [1].

Alors qu'Amnesty International a attesté que l'armée azerbaïdjanaise utilise des drones israéliens contre des civils arméniens, la Haute Cour israélienne a considéré que cela ne prouve pas qu'ils ont été vendus en pleine connaissance de cause. En effet, en 2015, l'armée azerbaïdjanaise défilait déjà en exhibant des drones israéliens.

Le juge Yosef Elron a donc rejeté la pétition qui était soumise à la Haute Cour [2]. Ainsi il n'y aura donc pas même d'audition de témoins et de plaidoirie. Ce haut magistrat, ancien juge militaire, est connu pour sa complaisance vis-à-vis des services de sécurité.

Des défenseurs systématiques d'Israël —comme Noam Chomsky [3]— avaient tentés de minorer l'attitude israélienne en assurant que l'État hébreu n'avait vendu d'armes à l'Azerbaïdjan que par lucre. Ce à quoi d'autres intellectuels, plus honnêtes ont répondu.

Ainsi Israel W. Charny, président de l'*Institute on the Holocaust and Genocide* de Jérusalem, a posé la question suivante : imaginons que les nazis auraient décidé d'anéantir seulement les Gitans et pas les Juifs, l'État d'Israël, s'il avait alors existé, aurait-il pu lui fournir les armes du génocide ?

[1] « [L'Azerbaïdjan armé par Israël contre l'Artsakh](#) », *Réseau Voltaire*, 1er octobre 2020.

[2] “[High Court rejects ban on arms sales to Azerbaijan as lacking evidence](#)”, Yonah Jeremy Bob, *The Jerusalem Post*, October 13, 2020.

[3] Lire l'étude en trois parties de Jeffrey Blankfort : « [Noam Chomsky et le contrôle des dégats](#) », Traduction Marcel Charbonnier, *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2006.

WSJ : trafic de jihadistes

RÉSEAU VOLTAIRE / 14 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO

support facilities in rural areas returned home where those jobs disappeared. With many returning to farming, they now depend more than ever on India's heavily regulated agricultural economy.

Mr. Mitt, whose govern-
 ment wholesale markets dominated by traders and mill-
 owners turned to directly to consumers or food processors.
 Thus the BJP passed a series of new labor measures that increased the number of
 The retail industry
 parts, especially in far-flung rural areas, by giving them more options for selling their crops. The BJP has also said it doesn't intend to phase out government wholesale markets of minimum price supports.
 The latest changes have
 show for it, economists say. Overhaul of the country's bureaucracy costs and the country's last system have been broadly applauded, despite complaints about how they have been implemented.
 The latest changes have
 sell their products and other buyers step up, have also strained in protest.
 "Eventually, they will share price," said Raja Ramani, a 52-year-old farmer, who grows rice on his 3-acre plot in a village in the state of Ka-
 The challenge may be implementing them during a double-breasted economic and health crisis—over the disruption in what Covid-19 showed a political path for an initiative both the BJP and its main opposition have at times requested.

Hundreds of Syrian Rebels Join Armenia-Azerbaijan Fight

By Raja Ramani

Hundreds of fighters from Syria have joined the fighting between Azerbaijan and Armenia over the disputed enclave of Nagorno-Karabakh, and hundreds more are preparing to go, according to two Syrian men involved in the effort.

Turkey quickly declared its support for Middle Eastern Azerbaijan, whose people speak a Turkish language, in the escalating conflict between two former Soviet republics next to the border with Russia—an area in which Moscow has historically been the dominant influence.

On Monday, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov said the issue of Middle East fighters in a phone call with the Turkish counterpart, Ahmet Davutoglu. And on Tuesday, Russia warned of the possibility "transfer of terrorist fighters" from the Middle East to Nagorno-Karabakh.

Turkish officials didn't immediately comment on the news, but the Turkish Foreign Ministry said earlier this month that assistance it was involved in sending Syrian fighters to the Caucasus were "business."

Azeri officials have also denied using foreign mercenaries. Azerbaijan and Armenia have been fighting intermittently for three decades over Nagorno-Karabakh, a province populated and controlled by ethnic Armenians but internationally recognized as a part of Azerbaijan. A truce between Armenia and Azerbaijan, brokered by Russia on Saturday, has failed to stop the fighting, with each side accusing the other of violations. Officials from both sides said dozens of civilians had been killed and scores wounded since the conflict erupted last month.

After discussions flared in September, Turkey and Azerbaijan agreed among Syrian rebel factions that Turkey was enlisting fighters to go to the enclave, according to four people with direct knowledge of the sign-up.

A Syrian rebel involved in deployments said fighters had been traveling there since mid-September—before the latest round of clashes—in groups of up to 100 at a time. Another Syrian with ties to the rebel groups also estimated hundreds had gone. Dozens have also returned, alerted by the home fighting, that person said.

Turkey organized two weeks of land and aerial military drills in Azerbaijan after the July skirmishes and supported the Azeri government with arms drops, according to Turkish officials. Azerbaijan's president, Ilham Aliyev, has said the Turkish aircraft have given his military an edge in Nagorno-Karabakh.

Turkey has enlisted Syrian fighters to advance its foreign policy objectives before. Earlier this year, Ankara sent about 5,000 Syrian fighters to

support the internationally recognized government in Libya's civil war, according to a June report released by the U.S. Defense Department.

By sending the Syrians, as well as deploying its own soldiers, Turkey increased its influence in negotiations over the outcome of the conflict in the oil-rich North African country. It also put itself at odds with Russia and some Arab states that support opponents of the United Arab Emirates-backed government in Tripoli.

Moscow and Ankara, which also intervened in opposite sides of the conflict in Syria, each aspire to the role of regional power broker and have used mercenaries to advance their goals. Turkey's assertions on Nagorno-Karabakh, however, has been seen in Moscow as an intrusion into an area it regards as firmly in its sphere of influence.

The Syrian rebel, who has been charged with preparing apprentices of men going to Nagorno-Karabakh, said many were lured by monthly salaries of up to \$2,000—a significant

sum in the war-wrecked economy of Syria.

"Going to Libya or to Azerbaijan has become a normal thing," said the fighter, who added that he initially considered signing up himself because he struggles to support his family. "People no longer care who they are fighting with or against, now all they ask about is the money," he said. "Wherever there is money they will go."

He said his Turkey is supporting" us, and one rebel commander. "We just like Turkey reinforced us and supported us in Syria, who should we not stand with it and help it in any other place?"

—David Quarter-Holmes
 in Istanbul and Ankara
 Interviews in Moscow
 contributed to this article.



A house damaged by shelling in Nagorno-Karabakh.

Selon le *Wall Street Journal* du 14 octobre 2020, des centaines de « rebelles syriens » sont en partance pour l’Azerbaïdjan. Chacun recevra un salaire 7 à 10 fois supérieur au salaire moyen en Syrie [1].

Les rebelles en partance assurent vouloir servir la Turquie qui est le seul pays à les aider encore.

La Turquie a déjà transféré 5 000 jihadistes de Syrie vers la Libye et au moins 1 000 de plus vers l’Azerbaïdjan. Plusieurs dizaines d’entre eux sont déjà morts en Artsakh rapportent les avis de décès sur les sites jihadistes.

La Russie considère cet afflux de jihadistes dans sa zone d’influence comme une menace majeure. Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, a téléphoné le 13 octobre au président Erdoğan pour le sommer de s’expliquer.

[1] “Hundreds of Syrian Rebels Join Armenia-Azerbaijan Fight”, Raja Abdurahim, *Wall Street Journal*, October 14, 2020.